

## Nkurunziza : "La conférence de Genève sera déterminante pour le Burundi"

Le Temps, 26 octobre 2012

Genève marque une étape dans le développement du Burundi. Pierre Nkurunziza, président du Burundi, présente les défis qui attendent son pays en reconstruction, à quelques jours d'une conférence. Plus de 15 années de conflit sociopolitique ont ravagé mon pays au cours des deux décennies précédentes. Ce furent des périodes d'instabilité et de violences qui ont laissé des traces dans l'économie et le tissu social burundais. Peu de familles épargnées par le conflit et les traumatismes qu'il a engendrés. Les séquelles de cette période sombre de l'histoire du pays apportent encore quelques nuisances, auxquelles le peuple burundais doit faire face au quotidien.

La signature des accords de paix d'Arusha en 2000 a été le vecteur d'une lente transition vers la stabilité et la paix. Les premières élections démocratiques ont eu lieu en 2005 (l'auteur y a été élu président, avant d'être reconduit), et elles ont été suivies d'un programme de reconstruction de notre nation, impulsé par le premier cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Peu à peu, les citoyens déplacés par les conflits ont pu rejoindre leurs terres. En même temps, plusieurs centaines de milliers de réfugiés burundais ont quitté l'exil et retrouvé leur patrie, avec toute la problématique de réintégration dont je vous épargne les détails. Plusieurs milliers d'écoles et d'infrastructures publiques ont été construites à travers les travaux de développement communautaire. Différents programmes sociaux ont été mis en œuvre pour améliorer les conditions sanitaires et des mesures salutaires ont été prises, toujours dans le souci de rendre encore plus humaine et digne la vie des populations. Entre autres, citons la gratuité de l'enseignement à l'école primaire et la gratuité des soins de santé en faveur des enfants de moins de cinq ans ainsi qu'à l'endroit des femmes enceintes ou qui accouchent. Aujourd'hui, le bilan des années de reconstruction post-conflit montre que des progrès ont été faits, même si les défis restent légion. La croissance économique est passée de 1,2% en 2003 à 4,2% en 2012. Les indicateurs de mortalité maternelle et infantile ont baissé. Mais de nombreux défis restent à relever. Pourtant, le Burundi est un pays riche de talents, de ressources naturelles et d'opportunités économiques, nanti d'un peuple déterminé et laborieux. Je ne le dirai jamais assez, les citoyens de mon pays font preuve d'une intangible volonté vers un avenir meilleur.

Le gouvernement du Burundi vient de rendre publique la deuxième génération de son cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLPII). Ce document phare dessine les priorités du développement du pays jusqu'en 2016. Nous avons ciblé comme secteurs prioritaires l'énergie, les infrastructures, l'intégration régionale, le commerce, le secteur privé et le tourisme, ainsi qu'un appui important à l'agriculture, qui emploie plus de 90% de la population active. Les secteurs de l'éducation et de la santé, indispensables au bien-être de la population, sont également ciblés par ce programme. Les 29 et 30 octobre prochains, se tiendra la première conférence des partenaires au développement du Burundi\*. L'objectif est de permettre aux potentiels investisseurs et donateurs de saisir les enjeux et les opportunités liés au développement futur du Burundi. Un des grands défis pour le Burundi est le développement des infrastructures, et en particulier l'approvisionnement en énergie. De nombreuses potentialités sont encore non exploitées. Les études menées ont démontré des résultats positifs: le Burundi regorge d'un potentiel hydroélectrique de 1700 MW tandis que son potentiel exploitable est de 300 MW. De plus, notre nation figure parmi les dix pays du monde détenteurs d'importantes réserves de nickel. Cependant, le gouvernement du Burundi est conscient qu'un environnement propice est indispensable pour les investisseurs. Voilà ce qui a motivé le gouvernement burundais à lancer des réformes poussées dans la gestion des finances publiques, et à se doter d'instruments légaux pour protéger les investisseurs, promouvoir la bonne gouvernance et mener une guerre sans merci contre la corruption. Autant de signes qu'un changement est en marche vers le développement. D'ores et déjà, le pas franchi par le Burundi durant ces sept dernières années est éloquent, en témoigne le récent classement du Burundi dans le Doing Business 2012 ainsi que le dernier rapport de Transparency International, qui, pourtant, une ou deux années auparavant, reléguaient le Burundi à la dernière place. Ces résultats logiques obtenus par la sueur et la détermination de tout le peuple sont encourageants. Les Burundais, je peux vous assurer, n'abdiqueront point dans leur détermination à construire un Burundi prospère «ruisselant de lait et de miel», pour reprendre l'expression de nos aîeux. Cette conférence de Genève sera sans aucun doute déterminante pour l'avenir du Burundi. Nous entendons y lancer un signal fort: celui d'une nation pleine d'ambitions et de potentialités, forte de ses richesses naturelles et humaines. Une étape importante dans la marche vers le développement du Burundi.

Informations et programme de la conférence